

L'année 2010 a été déclarée « Année européenne de la Lutte contre la Pauvreté ». Début 2011, on est en droit de s'interroger sur l'utilité de ce genre d'initiative. Si c'est une façon de conscientiser les citoyens européens vis-à-vis d'un problème qui s'amplifie, cela incite aussi les associations impliquées dans cette lutte à réfléchir, à se dynamiser, à collaborer davantage. De nombreuses activités ont été organisées en 2010 au niveau de notre province et quelques unes ont été résumées dans notre périodique bimestriel « le Cramignon ». Ponctuellement, des initiatives ont été aussi concrétisées ça et là.

### **L'Europe ira-t-elle au-delà de ces vœux pieux ?**

On peut évidemment en douter quand on sait qu'elle avait prévu en 2000 d'éradiquer la pauvreté en 2010 ! L'objectif en 2010 est devenu beaucoup moins ambitieux puisqu'il s'agit de sortir au moins 20 millions de personnes (sur environ 120 millions) du risque de la pauvreté et de l'exclusion. Et en 2020 ? Pour arriver à un quelconque objectif, l'Europe devrait changer fondamentalement sa politique qui est essentiellement économique. Des décisions économiques et politiques peuvent en effet avoir un caractère antisocial, conduisant à une aggravation de la précarité des citoyens. Comme beaucoup d'acteurs sociaux le soulignent, l'Europe n'a pas (encore) de politique sociale.

### **Est-ce une raison pour se replier sur nos actions ?**

Au niveau de la Société Saint-Vincent de Paul, si des actions locales profitent à des familles défavorisées, il faut bien évidemment les poursuivre mais en dépassant la seule aide urgente qui n'apporte pas de solution pour sortir ces personnes de la précarité. La pauvreté est un problème systémique qui ne peut être résolu localement. En premier lieu, une collaboration plus étroite entre les associations chrétiennes est indispensable pour œuvrer de façon plus efficace au service des pauvres d'abord, mais aussi pour restaurer notre image ternie par quelques pasteurs qui ont gravement fauté.

L'origine de la pauvreté croissante, c'est le fonctionnement global de la société civile, nous devons donc accompagner davantage les autres organisations quand elles interpellent le politique. Les solutions de fonds ne peuvent en effet venir que des hommes politiques qui sont chargés du bon fonctionnement de notre société. Nous ne serons jamais trop nombreux à les interpeller car les politiques sont soumis à d'autres pressions. Dans un certain nombre de cas, des solutions à différents problèmes, comme les pièges à l'emploi, existent mais il faut encore la volonté politique d'adapter les lois.